

LIBÉRALISME

■ Aucun des principaux candidats à la primaire de la droite et du centre, à l'exception de François Fillon, ne se présente comme « libéral », même si leurs programmes économiques sont tous, à des degrés divers, d'inspiration libérale. Comment expliquer la défaveur qui continue à entourer ce terme ? Le libéralisme est trop souvent réduit à des mesures d'ordre économique alors qu'il trouve sa vraie justification dans un projet d'émancipation des hommes, explique le consultant Léonidas Kalogeropoulos. Le terme libéral est ambigu et ne sera accepté par l'opinion que si on lui adjoint un projet conservateur, argumente le chef d'entreprise Charles Beigbeder.



LÉONIDAS KALOGEROPOULOS

La libéralisation de l'économie a pour justification ultime le souci de permettre à chacun de s'accomplir, plaide le consultant*.

L'émancipation de l'individu, aiguillon des réformes économiques

A force de brandir le républicanisme à la rescousse de discours sans vision, on voit se multiplier les tentations de jeter notre République aux oubliettes de l'Histoire. Un récent sondage montre que pour 65 % des Français, les « valeurs républicaines » ne voulaient plus dire grand-chose. Pourtant, revenir aux sources du projet républicain peut nous apporter la boussole nécessaire à la définition des réformes prioritaires dont notre pays a besoin, et qui ne sauraient se limiter à l'objectif d'améliorer notre compétitivité économique.

Nos valeurs sont en effet une formidable promesse de prospérité. Quelle est donc l'ambition républicaine qui puise sa source dans les Lumières, la Révolution, les Droits de l'homme, la laïcité et les hussards de l'École de Jules Ferry ? Cette ambition, c'est de poursuivre pas à pas l'émancipation de l'homme, de chaque homme et de chaque femme, ce qui représente une promesse d'épanouissement, de fierté individuelle et de réussite collective, toutes choses qui devraient se traduire par une économie dynamique et prospère.

Ce projet a trébuché en chemin, parce qu'on n'a pas suffisamment distingué les deux temps distincts de l'émancipation de l'homme. Celle-ci suppose dans un premier temps la

levée des obstacles qui contraignent les hommes et les femmes à courber l'échine : les croyances occultes, qui les empêchent d'accéder à la raison ; les privilèges, qui les privent de tout espoir de se réaliser par leurs mérites ; les carcans politiques, qui les empêchent de participer à la vie de la nation ; les organisations sociales rétrogrades, privant chacun de la capacité à pouvoir s'élever par son travail ; l'absence de système éducatif performant, permettant de s'émanciper des

Il faut que l'organisation de la société encourage les hommes à s'emparer de leurs rêves, de leurs ambitions, de leurs talents pour les transformer en richesses individuelles et collectives, grâce à la valorisation de l'esprit d'entreprise

déterminismes et des préjugés et d'acquérir un socle de connaissances suffisant pour se construire une autonomie.

Pour briser ces gangues qui étouffaient les citoyens, il a été nécessaire de proclamer des droits et de veiller à les faire respecter dans la nation par des lois fondatrices. Mais une fois brisés les jougs qui asservissent les hommes, il faut leur rappeler qu'il fait meilleur vivre debout et que l'émancipation devient alors une conquête portée par l'esprit d'entreprise de chacun. Cette conquête ne suit pas le même chemin que la proclamation de droits et l'accumulation de lois.

Une fois desserré l'étau des carcans

qui privent des hommes d'accéder à leur liberté, il faut – et c'est là le second temps de l'émancipation – que l'organisation de la société les encourage à s'emparer de leurs rêves, de leurs ambitions, de leurs talents, de leurs compétences, de leurs projets, pour les transformer en richesses individuelles et collectives, grâce à la valorisation de l'esprit d'entreprise dans tous les registres de la vie sociale. À ce moment-là, le projet républicain d'émancipation des citoyens peut conduire

au plein emploi, à la résorption des déficits et à la croissance économique.

À cette aune, c'est une formidable réussite collective de constater le bouillonnement entrepreneurial

présent partout dans notre pays, avec plus de 50 % de jeunes qui rêvent de devenir entrepreneurs, un niveau de création d'entreprises sans précédent et la position de leader de la France en Europe pour l'éclosion de start-up.

Cette dynamique prometteuse ne demande qu'à s'accélérer, sauf qu'elle bute sur des lois qui ont pu avoir leur raison d'être lorsque l'objectif premier était d'affranchir les citoyens de carcans contraignants. Mais ces lois, qui libéraient peut-être en leur temps, sont désormais celles qui corsetent cette soit d'émancipation en marche, à l'image des trois totems emblématiques de nos

blockages, que sont les 35 heures, le statut de la fonction publique et l'ISF. Ils ont jadis peut-être contribué à jouer un rôle libérateur, mais ils ont désormais pour effet de décourager les citoyens de vivre l'enthousiasmante aventure de leurs passions, leur coupant au contraire les ailes de leurs ambitions, privant la nation de la richesse qu'ils sont prêts à lui apporter.

L'émancipation dans le travail, c'est faire de sa passion un métier, pas de minuter son labeur ; vivre avec audace ses idéaux au service de la nation, ce n'est pas être engoncé dans un statut de la fonction publique figé dans les idéologies de l'après-guerre ; encourager les citoyens à aller au bout de leurs ambitions, ce n'est pas les pousser à rejoindre la cohorte des exilés fiscaux, chassés de leur pays par un impôt confiscatoire qui les sanctionne d'avoir réussi à accomplir les projets qu'ils ont entrepris. L'émancipation de l'homme, ce n'est pas un projet de la gauche ou de la droite : c'est le projet de la République. Il faut lever les obstacles qui entravent la route que les Français veulent emprunter pour que l'esprit d'entreprise soit le moteur de cette émancipation individuelle et collective, cette ambition portée par la France depuis plus de deux siècles. Cela remettra le projet émancipateur de la République en mouvement, démontrant qu'il est notre plus précieux patrimoine fédérateur pour faire de la France le pays où la plus belle manière d'être citoyen consiste à accomplir ses ambitions d'enfant, enrichissant ainsi l'ensemble de la nation.

* Président de Méditation et Arguments. Vice-président du mouvement Ethic.